



OBJECTIFS

NAO 2014

Le Président, M. Chapuis impose la rigueur !

Au mois de mars 2014, lors de la dernière réunion liée aux négociations annuelles obligatoires (NAO), la direction a décidé de suspendre les discussions pour les renvoyer au mois de Juin 2014.

Ainsi, une réunion a été planifiée ce vendredi 27 juin avec les délégations syndicales. Les discussions ont été plus que brèves ! M. Le Disert, DRH, a évoqué les mauvais résultats de l'entreprise de ce premier semestre pour justifier le blocage des salaires...

La réunion n'était même pas terminée que la direction adressait à 11h34, un communiqué à tout le personnel pour l'informer de sa décision... vous avez dit négociations !!! **Cela s'appelle du mépris caractérisé.**

Si la Direction Canon France dorénavant conditionne les augmentations salariales aux résultats de l'Entreprise, qu'elle entrevoie soi-disant meilleurs en 2016, les salariés ont du souci à se faire au niveau de leur pouvoir d'achat !

Pour la CGT, cette décision est scandaleuse compte tenu que les années précédentes **les salariés ont déjà subi une importante perte de leur pouvoir d'achat**, une dégradation de leurs conditions de travail faute d'investissements, et ont été de surcroit affectés par les conséquences d'un plan de licenciement très lourd au niveau de l'emploi.

Rappelons que la Direction, pour justifier le PSE, a vanté les mérites de l'intégration d'Océ considérant que cette **combinaison gagnante pour Canon serait source de réussite pour l'entreprise** ! A peine lancé... elle fait déjà un constat d'échec de ses choix politiques.

Hormis le fait de faire payer le PSE à ceux qui restent (**40 millions d'euros**, soit environ 50 % de la masse salariale (*source Bilan et compte de résultat au 31/12/2013 remis au Conseil d'Administration*) elle ne propose aucune perspective positive à court terme... **A croire qu'elle excelle dans l'art de démotiver le personnel.**

Il faut souligner qu'il s'agit bien là **d'une décision de notre Direction Canon France et de son nouveau Président** compte tenu que d'autres filiales européennes, confrontées au même contexte que le nôtre, ont eu des augmentations salariales cette année... **La Direction a-t-elle mesuré le coût indirect de la démotivation du personnel ?**

Non seulement la DRH a bâclé ces NAO en ne répondant pas à ses obligations légales, mais elle s'est assurée, en rendant une décision ce 27 juin, que le personnel ne réagirait pas compte tenu que les vacances d'été ne sont pas propices à une mobilisation !

Pour la CGT, M. Chapuis pourrait être tenté de généraliser sa politique de rigueur pour compenser des erreurs de gestion et une incapacité à proposer une stratégie gagnante...

La CGT invite le personnel à refuser cette politique de rigueur et vous donne rendez-vous au mois de septembre pour réagir.